

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/NGO/33
16 février 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 3 de l'ordre du jour

ORGANISATION DES TRAVAUX DE LA SESSION

Exposé écrit présenté par Human Rights Advocates, Inc., organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est distribué
conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[12 février 1993]

Rapport entre les forces de défense civile et les droits
de l'homme - La situation au Guatemala

1. Dans sa résolution 1992/57 du 3 mars 1992, intitulée "Forces de défense civile", la Commission des droits de l'homme reconnaît que "dans des circonstances exceptionnelles, lorsque les forces publiques sont dans l'incapacité d'agir en raison des exigences de la situation, il peut devenir nécessaire de constituer des forces de défense civile pour protéger la population civile". Cependant, même des forces de défense civile créées prétendument "dans des circonstances exceptionnelles" peuvent violer la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (ci-après dénommés "les instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme").

2. La Commission a demandé des renseignements sur le rapport qui existe entre les forces de défense civile et les droits de l'homme. Human Rights Advocates (HRA) fournit une réponse dans le présent document concernant la situation au Guatemala.

3. Pour plus de détails sur les questions qui sont ici résumées, il convient de se référer au document intitulé "Civil Defence Forces in Guatemala" qui a été établi par le HRA en réponse à la demande formulée par la Commission dans sa résolution 1992/57; ce document sera distribué à la présente session.

4. Les forces de défense civile guatémaltèques, appelées Patrouilles civiles, sont des groupes de paysans et de villageois, presque toujours exclusivement composés d'autochtones guatémaltèques, organisés et contrôlés par l'armée dans le but soi-disant de lutter contre la guérilla antigouvernementale. Le Gouvernement guatémaltèque affirme que les Patrouilles sont exclusivement composées de volontaires mais, de toute évidence, les paysans autochtones sont contraints d'en faire partie, souvent sous menace de mort, en violation directe de l'article 34 de la Constitution guatémaltèque qui garantit que "nul ne peut être contraint de devenir membre d'une association ou d'un groupe créé à des fins d'autodéfense ou dans un but analogue". Que les Patrouilles civiles aient ou non jamais répondu à un besoin, ce qui est sûr en tout cas, c'est que cela fait de nombreuses années qu'elles n'ont pas été nécessaires. En 1983, le Gouvernement guatémaltèque, reconnaissant que les "circonstances exceptionnelles" qui avaient donné lieu à la création des Patrouilles civiles et justifiaient leur maintien n'existaient plus, a levé l'état d'urgence.

5. Les guérilleros étant maintenant moins nombreux (les combattants, au nombre de 10 000 en 1980, étaient passés à 800 en 1989) ^{1/} et moins actifs, les mouvements insurrectionnels qui existent encore au Guatemala ne menacent guère la population du pays dans son ensemble et ne nécessitent ou ne justifient en aucun cas l'existence de milliers d'agents civils qui parcourent le pays et terrorisent la population rurale. Americas Watch a noté qu'au plus fort de l'activité des Patrouilles civiles en 1983, celles-ci comptaient 1 million d'hommes. Six années plus tard, après trois ans de gouvernement civil, elles comptaient encore quelque 600 000 membres, bien que la menace représentée par la guérilla eût été reconnue comme étant négligeable.

Le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne; le droit à être protégé contre la torture

6. Les instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme protègent le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne ainsi que le droit à la protection contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le système des Patrouilles civiles viole les droits individuels fondamentaux à la fois de leurs membres et de leurs victimes.

7. Les experts indépendants de l'ONU et plusieurs organismes de défense des droits de l'homme ont reçu de nombreux rapports selon lesquels les membres des Patrouilles civiles sont à la fois victimes et responsables d'exécutions extrajudiciaires, de tortures, de mauvais traitements, de détentions illégales et de disparitions. Ces violations des droits de l'homme, qui ont commencé en 1982 avec le système des Patrouilles civiles, n'ont diminué ni en nombre ni en intensité, même après le passage d'un gouvernement militaire à un gouvernement civil. Au contraire, les Patrouilles sont devenues un élément institutionnalisé de violence incontrôlable.

Protection contre l'esclavage, la servitude, le travail forcé
et les associations forcées

8. Les instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme sauvegardent le droit à la protection contre l'esclavage, la servitude, le travail forcé et l'association forcée. Si les gouvernements sont autorisés à exiger certaines formes de travail de leurs citoyens, le système des Patrouilles civiles au Guatemala exige un genre de travail obligatoire de toute évidence interdit au regard de la Déclaration et du Pacte.

9. De nombreux habitants des régions rurales continuent d'être forcés à s'engager dans les Patrouilles. Toute personne qui refuse est immédiatement isolée, interrogée, harcelée et, même pire, accusée d'être sympathisante du mouvement subversif ou d'en faire partie clandestinement. Ceux qui refusent de patrouiller s'exposent à des menaces de mort et à des violences physiques.

10. On oblige les membres des Patrouilles à être "les yeux et les oreilles des militaires", à espionner les habitants de leur village et à faire rapport à l'armée. On les contraint aussi de porter et d'utiliser des armes, au péril de leur vie.

11. Beaucoup de paysans tirent du travail agricole saisonnier les moyens de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Ceux qui font partie des Patrouilles ne peuvent quitter leur village pour quelque raison que ce soit et se trouvent ainsi dans l'impossibilité d'accomplir le travail saisonnier et itinérant dont ils dépendent pour vivre.

Liberté de pensée, de conscience, de religion et d'opinion

12. Les instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme protègent la liberté de pensée, de conscience, de religion et d'opinion. Ces droits sont systématiquement violés par les Patrouilles civiles.

13. Dans les villages où les Patrouilles opèrent, tous les adultes de sexe masculin (y compris souvent des mineurs) sont obligés d'en faire partie; aucune exception ni arrangement n'est prévu pour ceux que leur religion ou leur conscience empêche de participer à des actes de violence. Certains d'entre eux sont obligés de tuer des civils, ce qui va à l'encontre de leurs principes religieux les plus élémentaires. Par ailleurs, des gens sont systématiquement menacés, arrêtés, frappés ou tués, simplement pour avoir tenu des propos antipatrouilles ou pour avoir refusé de faire partie des Patrouilles ou encore pour avoir adhéré à des organisations antipatrouilles.

Egalité, non-discrimination et égalité devant les tribunaux

14. Les instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme protègent le droit à l'égalité, à la non-discrimination et à l'égalité devant les tribunaux. Les peuples autochtones du Guatemala sont victimes de discrimination lorsqu'on les oblige à entrer dans les Patrouilles civiles et lorsqu'ils sont la cible de la violence des Patrouilles.

15. Selon Americas Watch, les Patrouilles sont intrinsèquement racistes, du fait qu'elles opèrent presque exclusivement dans des zones indiennes, dans les montagnes du Guatemala. En outre, les personnes qui tentent de porter plainte contre les violations des droits de l'homme perpétrées par les Patrouilles se trouvent aux prises avec un système juridique partial conçu pour préserver l'armée et les membres des Patrouilles civiles de toute sanction pénale ou châtement.

Liberté de mouvement

16. Les instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme protègent la liberté de mouvement. Au Guatemala, un grand nombre de paysans quittent leur maison soit parce que les Patrouilles civiles leur en donnent l'ordre directement, soit parce qu'ils craignent leur violence. Comme il a été mentionné au paragraphe 11, dans certaines circonstances, les membres des Patrouilles civiles ne peuvent quitter leur village natal.

Protection spéciale des enfants

17. Les instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme protègent les enfants contre l'exploitation économique et sociale. Cependant, les enfants sont systématiquement exploités en étant contraints de s'engager dans les Patrouilles civiles.

18. Les pères qui ne peuvent faire partie des Patrouilles doivent envoyer leurs fils à leur place, même si ceux-ci sont mineurs. Dans certains cas, des enfants n'ayant pas plus de 8 ans sont obligés de faire partie des Patrouilles et de nombreux accidents mortels ont eu lieu du fait de l'inexpérience d'enfants non habitués au maniement des armes à feu.

Conclusion

19. Comme le montrent toutes les informations qui précèdent, les Patrouilles civiles guatémaltèques violent systématiquement non seulement le droit national mais aussi un grand nombre de droits fondamentaux garantis à tous par des instruments de l'ONU tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le système des Patrouilles civiles a été fermement condamné par des organisations nationales de défense des droits de l'homme ainsi que des organisations non gouvernementales internationales telles que Americas Watch et Amnesty International et des organes de l'ONU tels que la Commission des droits de l'homme et l'Assemblée générale. L'expert indépendant chargé de faire rapport à la Commission des droits de l'homme sur la situation des droits de l'homme au Guatemala, M. Christian Tomuschat, a demandé que les Patrouilles civiles soient abolies car elles représentent une forme de servitude involontaire et l'Assemblée générale des Nations Unies a lancé un appel au Gouvernement guatémaltèque pour que l'obligation de faire partie des Patrouilles soit supprimée.

20. Toutefois, en dépit de ces pressions, le Gouvernement guatémaltèque refuse obstinément d'abolir les Patrouilles civiles ou même de les modifier pour créer un système composé de véritables volontaires. A ce jour, les Patrouilles continuent, avec l'approbation du gouvernement, de violer les droits de l'homme des Guatémaltèques des zones rurales, qu'il s'agisse des droits protégés sur le plan national ou international. Nous invitons donc instamment la Commission des droits de l'homme à engager l'expert indépendant à continuer d'indiquer au Gouvernement guatémaltèque les mesures à prendre pour éliminer les Patrouilles civiles et à faire rapport à la Commission à sa prochaine session. Nous demandons en outre instamment à la Commission de condamner fermement les violations des droits de l'homme auxquelles le Guatemala continue de se livrer.

Note

1/ Le présent document ne contient aucune référence, la liste complète des sources des renseignements donnés dans le présent résumé figurant dans le rapport de HRA.
